

# ENFOPRENSA

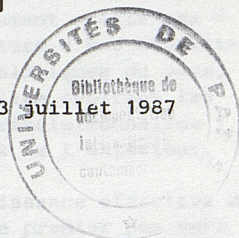
Agence guatémaltèque de presse

---

## Informations du Guatemala

5° année / N°229

du 17 au 23 juillet 1987



### POLITIQUE

L'URNG propose un dialogue national  
Le Guatemala souhaite élargir le sommet  
Cerezo rend visite à Napoleon Duarte  
Augmentation de l'aide militaire  
La DCG appuie l'opposition panaméenne  
L'opposition du Nicaragua rencontre Cerezo  
Explosion d'une caserne  
L'Espagne coopère avec la police guatémaltèque  
Le GAM exige le respect des promesses présidentielles  
Un ex-responsable des douanes est arrêté

### ECONOMIE

L'investissement étranger favorisé  
On crée une bourse des valeurs  
Le contrat de la SGS annulé

### INSURRECTION

Les forces de l'URNG attaquent une caserne gouvernementale

### MOUVEMENT POPULAIRE

Des augmentations de salaire excessives dans l'armée  
Fin de la grève de la Bandegua

### SITUATION SOCIALE

Des dizaines d'enfants meurent par la faute du gouvernement

### DROITS DE L'HOMME

Trois femmes assassinées  
Trois assassinats dans la capitale  
Un enfant et une femme assassinés  
L'armée accusée d'un enlèvement

### REFUGIES

Il faut assurer la sécurité de la commission des réfugiés

4° R 12315

POLITIQUE

L'URNG PROPOSE UN DIALOGUE NATIONAL

L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a réaffirmé le 17 juillet sa volonté de dialogue avec le gouvernement ; elle souhaite effectuer ainsi le premier pas vers l'ouverture d'une consultation nationale de toutes les forces sociales et politiques du pays, "pour construire la paix et la démocratie, auxquelles aspirent les secteurs populaires, patriotes, démocratiques et révolutionnaires ; cet espoir est partagé par ceux qui nous observent de l'extérieur, préoccupés et inquiets de notre situation".

Selon l'URNG, "ce n'est qu'à partir de la reconnaissance effective de la nécessité de dialoguer que l'on pourra faire le premier pas vers une solution politique du conflit armé interne et vers la concrétisation d'une alternative pacifique à la crise générale du pays dans le sens d'un développement national et indépendant".

L'URNG réaffirme néanmoins qu'elle n'acceptera pas comme condition à l'ouverture du dialogue de déposer les armes, "car notre force armée garantit la démocratisation et la participation de tous les secteurs de la nation à la résolution de la crise".

LE GUATEMALA SOUHAITE ELARGIR LE SOMMET

D'après les déclarations d'observateurs politiques en date du 15 juillet, le président Vinicio Cerezo a proposé d'élargir la liste des thèmes à aborder lors du prochain sommet des présidents centraméricains ; Cerezo souhaite que l'on examine des sujets d'ordre économique et social pour éviter un échec du sommet, notamment la formation d'un marché commun régional. Cette éventualité a été posée dans un message adressé aux ministres de l'Economie des pays d'Amérique centrale.

Mario Quinonez, ministre des Affaires étrangères a annoncé le 21 juillet la tenue de deux réunions, la première au Honduras et avec le groupe de Contadora, la seconde au Guatemala avec les ministres de l'isthme.

CEREZO REND VISITE A NAPOLEON DUARTE

Les présidents du Guatemala et du Salvador se sont rencontrés le 18 juillet dans la capitale du Salvador pour analyser la situation centraméricaine et les divers aspects du sommet des présidents, qui aura lieu les 6 et 7 août au Guatemala.

Selon le communiqué officiel du secrétariat des relations publiques, de la présidence, le voyage de Cerezo était également une visite de courtoisie aux participants de la réunion de l'Organisation démocrate chrétienne d'Amérique (OCDA).

AUGMENTATION DE L'AIDE MILITAIRE

Alfonso Carrera, ministre rattaché à la présidence, a confirmé le 16 juillet avoir demandé lors de son récent voyage aux Etats-Unis une augmentation de l'aide militaire accordée par ce pays, sous forme

de matériel. Une aide économique de 90 millions de dollars devrait également être octroyée, une réunion en ce sens ayant eu lieu avec les sénateurs nord-américains.

#### LA DCG APPUIE L'OPPOSITION PANAMEENNE

Le 17 juillet, Ricardo Arias Calderon, secrétaire général du Parti démocrate chrétien du Panama a adressé au président Cerezo un télégramme de remerciements pour la solidarité dont il a fait preuve lors des derniers événements survenus dans ce pays. Plusieurs manifestations, appuyées par le gouvernement nord-américain, avaient réclamé la démission du chef des forces armées, le général Manuel Noriega. Arias ajoute que "la croisade civile et les pressions du peuple panaméen ont été fondamentalement suscitées par la résolution du sénat des Etats-Unis. Le PDC du Panama "a soutenu et soutient que la démocratie et le nationalisme sont inséparables".

#### L'OPPOSITION DU NICARAGUA RENCONTRE CEREZO

Le 20 juillet, les dirigeants de la coordination démocratique du Nicaragua (CDN), regroupement des partis d'opposition légaux dans ce pays, ont rencontré le président Cerezo, dans le cadre d'une tournée en Amérique centrale.

Selon Olga Maria Taboada, cette tournée a pour but d'expliquer les positions de la CDN aux officiels centraméricains, afin que celles-ci soient, d'une certaine manière, présentées lors du sommet qui se tiendra au Guatemala.

#### EXPLOSION D'UNE CASERNE

De source officielle, on a appris le 18 juillet l'explosion d'une charge de dynamite à l'intérieur de la base militaire de la ville de Coban dans le département de Alta Verapaz.

De source officieuse, on estime qu'il y a plus de 200 morts et 36 blessés. Il semble que l'explosion ait été accidentelle. D'autre part, un avion "Arava" de la Force aérienne guatémaltèque réalisant des manoeuvres nocturnes au-dessus du département du Peten s'est écrasé au sol le 21 juillet. Deux lieutenants et un sergent ont été tués dans l'accident.

#### L'ESPAGNE COOPERE AVEC LA POLICE GUATEMALTEQUE

Juan José Rodil, ministre de l'Intérieur, de retour d'un voyage en Espagne le 14 juillet a informé de la signature de plusieurs accords avec le gouvernement du socialiste Felipe Gonzalez, concernant la coopération policière. L'Espagne fournira 75 motocyclettes, 110 véhicules de patrouille, de l'équipement médical, des cours de dix mois de formation aux enquêtes, de l'assistance à la police et des financements destinés à l'informatisation des services policiers.

#### LE GAM EXIGE LE RESPECT DES PROMESSES PRESIDENTIELLES

Le 16 juillet, le GAM, groupe d'appui mutuel aux familles des disparus a manifesté pacifiquement à l'intérieur du palais législatif ; les manifestants refusaient de quitter l'enceinte avant d'avoir été reçus par le président Cerezo en audience privée au sujet de sa promesse relative à la formation d'une commission d'enquête sur le sort des disparus.

Cette commission, dont la formation avait été annoncée le 10 avril, devait dans les trois mois présenter un rapport, qui n'a jamais vu le jour.

Le 17 juillet, après 26 heures d'occupation, le GAM a quitté les lieux, "en espérant que le gouvernement tiendra ses promesses", selon les termes de la présidente du GAM, Nineth de Garcia.

#### UN EX-RESPONSABLE DES DOUANES EST ARRETE

Carlos Sandoval Pinto, ex-chef de la brigade des douanes et oncle de l'épouse du président Cerezo, a été arrêté sur le territoire du Salvador, alors qu'il transportait une tonne de marijuana. Freddy Castellanos, conseiller du vice-président Carpio, est également mêlé à l'affaire.

Selon l'information, divulguée le 19 juillet, Sandoval Pinto avait été impliqué l'année précédente dans la contrebande du café, raison pour laquelle il avait été éloigné de la police des douanes.

#### ECONOMIE

##### L'INVESTISSEMENT ETRANGER FAVORISE

Le 21 juillet, le service de presse de l'ambassade des Etats-Unis au Guatemala a informé de l'arrivée d'une commission d'investisseurs des Etats-Unis ; la commission est notamment patronnée par "the overseas investment corporation"(OPIC) et par le département du commerce nord-américain.

La commission est présidée par Craig Nalen, président de l'OPIC, et par Alexander Good, directeur général du service intérieur et extérieur du département du commerce ; ils ont fait savoir que l'objet de cette visite est de susciter de nouveaux investissements au Guatemala de la part des firmes nord-américaines ; ils rencontreront le président Cerezo, des fonctionnaires du gouvernement et des hommes d'affaires.

##### ON CREE UNE BOURSE DES VALEURS

Le 20 juillet, le ministère des Finances a autorisé l'ouverture d'une bourse des valeurs ; elle sera installée au second étage de la Tour n°2 du ministère. Lizardo Sosa, ministre de l'Economie a remis une copie de l'accord n°99-87 au président du conseil d'administration et recteur de l'université Francisco Marroquin, Manuel Ayau.

#### LE CONTRAT DE LA SGS ANNULE

Le 15 juillet, le président Cerezo a annoncé l'annulation du contrat de la société de commerce extérieur suisse, la "sécurité générale de surveillance" (SGS) qui avait été sévèrement critiquée par le secteur des entreprises.

Cerezo a par ailleurs assuré aux représentants de ce secteur qu'il n'y aurait pas de création de nouveaux impôts dans un proche avenir.

#### INSURRECTION

##### LES FORCES DE L'URNG ATTAQUENT UNE CASERNE GOUVERNEMENTALE

Le 20 juillet, l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) a fait savoir que les forces insurgées avaient attaqué le 14 juillet la caserne militaire située sur le domaine de "La Perla", dans la municipalité de Chajul, dans le département du Quiché (nord-ouest) ; deux soldats au moins ont été tués.

Le 16 juillet, les forces rebelles ont ouvert le feu sur un avion de transport militaire du type Arava, de fabrication israélienne ; cet avion opère dans la zone militaire de Playa Grande et de la caserne du domaine de "Monaco", dans la municipalité de Ixcan ; c'est dans cette région qu'avait déjà été attaqué un hélicoptère de la Force aérienne guatémaltèque.

Les forces de l'URNG ont par ailleurs causé quatre pertes aux effectifs de l'armée au cours de diverses actions réalisées dans la municipalité de La Libertad, dans le département du Peten.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE EXCESSIVES DANS L'ARMEE

Le Syndicat des travailleurs de l'Éducation (STEG) a dénoncé le 20 juillet le fait que l'armée guatémaltèque se soit octroyé une augmentation de salaire de 135 quetzales (50 US\$) par mois et par personne, en plus de l'augmentation de 25 Q accordée par le gouvernement à tous les employés du secteur public.

"Il est inadmissible qu'alors que le peuple guatémaltèque ne perçoit que des salaires de misère, les privilégiés reçoivent toujours plus de privilèges". Le STEG demande au pouvoir exécutif de réviser sa politique salariale, et à l'armée de comprendre que la classe laborieuse "n'a pas les moyens d'entretenir une classe qui ne lui est d'aucune utilité et n'est pas productive pour le pays".

##### FIN DE LA GREVE DE LA BANDEGUA

Plus de 6000 travailleurs de l'entreprise bananière Bandegua, située dans le département de Izabal, ont mis le 14 juillet un terme à la

grève menée pour exiger le respect des accords collectifs et le respect des droits syndicaux.

#### SITUATION SOCIALE

##### DES DIZAINES D'ENFANTS MEURENT PAR LA FAUTE DU GOUVERNEMENT

On a dénoncé le 15 juillet la mort de plus de 60 enfants à la suite de troubles dus à la fièvre typhoïde, aux diarrhées, aux amibiases et à d'autres maladies endémiques dans les familles pauvres. Les enfants en question vivaient dans le lotissement "El Mezquital", dans le sud de la capitale.

Outre cette mortalité infantile, due aux carences du ministère de la Santé, le dirigeant du lotissement, René Ochoa Castellanos se plaint du manque de local scolaire ; les enfants doivent suivre leurs classes dans des galeries improvisées.

#### DROITS DE L'HOMME

##### TROIS FEMMES ASSASSINEES

Maria Everilda Simon, 32 ans, voyante, a été tuée par balle par quatre hommes dans la capitale.

Florida Garcia Monroy a été rouée de coups jusqu'à la mort dans les environs de la municipalité Atescatempa, dans le département de Jutiapa ; Reyna Isabel Rodriguez Lopez, 18 ans, salvadorienne, a été trouvée morte dans un terrain vague du domaine de Camatulul, dans le département de Escuintla.

##### TROIS ASSASSINATS DANS LA CAPITALE

Deux cadavres non identifiés ont été trouvés le 19 juillet dans un canal du lotissement Monserrat, dans la municipalité de Mixco, près de la capitale. Selon la presse, il s'agirait de deux personnes enlevées la veille ; elles ont été torturées et trouvées pieds et mains liés.

Oscar Rodriguez Molina a été trouvé tué par balle à l'intérieur de sa voiture dans une rue de la capitale.

##### UN ENFANT ET UNE FEMME ASSASSINES

Consuelo Esperanza Carias, 39 ans, a été trouvée tuée par cinq balles dans le quartier La Democracia de la municipalité de Barberena, dans le département de Santa Rosa.

On a retrouvé le cadavre d'un enfant pendu à un arbre dans la municipalité San Miguel Petapa, département de Guatemala.

#### L'ARMEE ACCUSEE D'UN ENLEVEMENT

Dans un tract publié par la presse le 16 juillet, Rosa Elvira Elias Alburez de la Roca, membre du Groupe d'appui mutuel (GAM), accuse l'armée guatémaltèque d'être directement responsable de l'enlèvement et de la disparition de son fils, Luis Fernando de la Roca Elvbtael, survenus le 9 septembre 1985. Elle accuse le président Vinicio Cerezo de couvrir les faits.

Rosa de la Roca signale : "un rapport de la cour suprême de justice a établi que l'enlèvement de mon fils avait été planifié et exécuté par des membres de l'armée". Seize mois de gouvernement démocrate-chrétien représentent "seize mois de mascarade constitutionnelle, de pouvoir fictif de la part de ceux qui se prêtent à un maquillage de la dictature militaire".

#### REFUGIES

#### IL FAUT ASSURER LA SECURITE DE LA COMMISSION DES REFUGIES

Les réfugiés guatémaltèques installés dans les camps de la municipalité mexicaine La Trinitaria au Chiapas, ont adressé le 20 juillet une lettre au président Vinicio Cerezo lui demandant de garantir la sécurité de leurs représentants. Ces derniers visitent actuellement le Guatemala pour connaître les conditions de vie des rapatriés.

Ils demandent aussi que la commission comprenne les représentants du haut commissariat des nations unies pour les réfugiés (ACNUR), de la commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR), du diocèse de San Cristobal de Las Casas (Chiapas) et de la conférence épiscopale du Guatemala. Ils souhaitent également que la commission soit accompagnée de la presse nationale et internationale.